



Conseil économique et social

Distr. générale
15 avril 1999
Français
Original: anglais

Session de fond de 1999

Genève, 5-30 juillet 1999

Point 10 de l'ordre du jour provisoire

Coopération régionale

Aperçu de l'évolution économique et sociale dans la région de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, 1998-1999

Résumé

En 1998, les résultats économiques d'ensemble des pays membres de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO)* ont été mauvais. Les estimations préliminaires font apparaître que le produit intérieur brut (PIB) réel combiné des pays de la région, à l'exclusion de l'Iraq pour lequel on ne dispose pas de données fiables, n'a augmenté que de 1,0 % en moyenne, ce qui représente une baisse sensible par rapport aux taux de croissance annuelle de 3,7 % et de 3,4 % enregistrés respectivement en 1996 et 1997. Étant donné le taux élevé d'accroissement de la population dans la région (2,5 %), le PIB réel par habitant a enregistré une croissance négative de 1,5 %. En 1998, le PIB réel combiné des pays membres du Conseil de coopération du Golfe** (CCG), en tant que groupe, a diminué de 0,02 % par rapport à 1997, tandis que celui des pays à économie plus diversifiée*** a enregistré un taux de croissance annuelle de 3,6 %. Ainsi, les pays à économie plus diversifiée n'ont pas autant pâti que les pays membres du CCG de la chute de 34 % des cours du pétrole et de la baisse de 29 % des recettes pétrolières. Toutefois, les mauvais résultats économiques des pays du CCG ont eu des répercussions dans certains pays à économie plus diversifiée.

* Arabie saoudite, Bahreïn, Égypte, Émirats arabes unis, Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Oman, Palestine, Qatar, République arabe syrienne et Yémen.

** Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman, et Qatar.

*** Bande de Gaza, Cisjordanie, Égypte, Iraq, Jordanie, Liban, République arabe syrienne et Yémen.

Pour un certain nombre de raisons – dont l'importance actuelle des réserves de pétrole, l'augmentation prévue de la production en Iraq et en Asie centrale, et le fléchissement de la demande dans les pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est – il ne devrait pas y avoir d'augmentation majeure durable des cours du pétrole en 1999. Les recettes pétrolières de la région de la CESAO ne devraient donc augmenter que modérément cette année-là.

Le chômage, problème chronique des pays à économie plus diversifiée de la région, s'est aggravé en 1998, principalement du fait que la croissance économique, insuffisante, n'a pas généré le nombre d'emplois voulu pour absorber une offre de main-d'oeuvre qui augmente rapidement. En outre, les ralentissements ou les contractions de l'économie dans les pays du CCG, traditionnellement employeurs de main-d'oeuvre, ont entraîné une diminution de la demande de travailleurs expatriés, ce qui a aggravé le problème. Les pays du CCG eux-mêmes sont désormais aux prises avec le problème du chômage, la main-d'oeuvre nationale augmentant rapidement. Ils envisagent d'adopter des mesures propres à garantir des emplois à leurs ressortissants. Le problème du chômage devrait s'aggraver dans la région de la CESAO en 1999.

Les taux d'inflation, en baisse ces dernières années, ont, d'après les estimations, continué de diminuer dans toute la région en 1998. Les monnaies de tous les pays du CCG sont indexées sur le dollar des États-Unis, à l'exception du dinar koweïtien qui est aligné sur un panier de monnaies dans lequel le dollar compte toutefois pour 70 %. La valeur des monnaies des pays du CCG a augmenté avec celle du dollar par rapport au yen japonais et à la plupart des monnaies de l'Asie et de l'Europe occidentale. Les monnaies des pays à économie plus diversifiée, à l'exclusion de l'Iraq et de la République arabe syrienne, sont aussi demeurées généralement stables par rapport au dollar des États-Unis. Les prix des produits importés par les pays membres de la CESAO en provenance de la plupart de leurs partenaires commerciaux ont donc considérablement diminué, entraînant une baisse des taux d'inflation.

En raison de l'effondrement des cours du pétrole et des recettes d'exportations, la valeur totale des exportations des pays membres de la CESAO, à l'exclusion de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, a été estimée à 97,1 milliards de dollars des États-Unis en 1998, soit 21,7 % de moins qu'en 1997. La valeur de la totalité des importations de la région serait également tombée en-dessous du niveau de 1997 du fait de la diminution des recettes pétrolières, principale source de financement des importations, et d'une baisse considérable du cours des produits de base sur les marchés mondiaux. Tandis que la balance commerciale de l'ensemble de la région de la CESAO était excédentaire de 14,5 milliards de dollars des États-Unis en 1997, elle aurait enregistré un déficit de 9,4 milliard de dollars en 1998 et devrait demeurer déficitaire en 1999.

À compter de mai 1998, les réserves de change (or non compris) de la région, à l'exclusion de l'Iraq et de la République arabe syrienne pour lesquels on manque de données, ont augmenté de 1,3 % par rapport à 1997 pour atteindre 53,7 milliards de dollars des États-Unis. Celles des pays du CCG, qui représentent 45,2 % des réserves totales de la région de la CESAO, ont augmenté de 3,2 % en 1998 par rapport à 1997, tandis que celles des pays à économie plus diversifiée se chiffraient à 29,4 milliards de dollars des États-Unis en 1998, soit une diminution de 0,2 %.

En général, les pays membres de la CESAO ont vu leur situation financière se détériorer en 1998, et leur déficit budgétaire en pourcentage du PIB s'est considérablement accentué par rapport aux deux années précédentes. Seul le Liban est parvenu à ramener son déficit budgétaire de 23,5 % du PIB en 1997 à 15,0 % en 1998. L'Égypte a maintenu son déficit budgétaire (en pourcentage du PIB) en gros au même niveau, à savoir 1 %. Les pays du CCG ont donc procédé à d'importantes coupes budgétaires pour l'exercice 1999, ce qui s'est traduit par un ralentissement de la croissance des dépenses d'équipement. Face à la diminution de l'aide étrangère et aux conséquences de la crise dans les pays du CCG, les pays à économie plus diversifiée ont eux aussi pratiqué une politique d'austérité budgétaire en 1998, restreignant à la fois les dépenses courantes et les dépenses d'équipement.

Bien que la majorité des pays membres de la CESAO soient dotés d'importantes réserves en pétrole et en gaz naturel, deux autres ressources naturelles essentielles leur font défaut, des terres productives et des réserves en eau renouvelables et accessibles. La croissance économique et l'urbanisation rapides de la région ces dernières décennies ont manifestement mis ses ressources naturelles déjà limitées à rude épreuve et porté atteinte à l'environnement. Faute de stratégies nationales intégrées de préservation, la surexploitation du sol et de l'eau a entraîné une dégradation des terres, une perte de réserves en eau douce non renouvelables et une détérioration de la qualité de l'eau.

La population des pays membres de la CESAO est passée de 87,8 millions d'habitants en 1978 à 157,6 millions en 1998, soit une augmentation annuelle moyenne de 2,9 %. La population de l'ensemble de la région atteindra 166 millions d'habitants d'ici à l'an 2000 et 210 millions d'ici à 2010 et représentera 5 % de la population de l'Asie. Le taux de croissance de la population urbaine a été supérieur à celui de la population totale ou rurale dans l'ensemble de la région. Environ 47 % de la population totale de la région vivaient en zone urbaine en 1975, 53 % en 1985 et 57 % en 1995, et ce pourcentage devrait atteindre 60 % d'ici à l'an 2000. Cette population est jeune, les moins de 15 ans en constituant une forte proportion. En 1998, 41 % de la population étaient âgés de moins de 15 ans et 4 % seulement de plus de 65 ans. L'afflux d'un grand nombre de nouveaux venus sur le marché du travail conduit à penser que la région ne peut faire l'économie d'une éducation de qualité pour dispenser à la main-d'œuvre les qualifications techniques appropriées.

Bien que la condition des femmes arabes se soit considérablement améliorée pendant les dernières décennies dans la région de la CESAO, les préjugés sociaux et économiques n'ont pas disparu dans la plupart des pays. Le fait que les filles et les femmes adultes restent insuffisamment nombreuses à faire des études les empêchent d'acquérir des compétences et réduit donc leurs possibilités d'emploi, ce qui leur rend encore plus difficile l'accès à des activités économiques susceptible d'accroître leurs revenus.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Bilan économique global	1–16	5
II. Évolution des secteurs monétaire, financier et budgétaire	17–21	10
III. Évolution du secteur extérieur	22–36	11
IV. État de l’environnement	37–44	14
V. Évolution du secteur social	45–51	16
Tableau		
Indicateurs socioéconomiques pour la région de la CESA0 1996-1998		18

I. Bilan économique global

1. La croissance économique d'ensemble des pays membres de la CESAO a été très faible en 1998. Les estimations préliminaires font apparaître que le PIB réel des pays de la région, à l'exclusion de l'Iraq pour lequel on ne dispose pas de données fiables, n'a augmenté que de 1,01 % en moyenne, ce qui représente une baisse sensible par rapport aux taux de croissance annuels des années précédentes : 3,69 % en 1996 et 3,37 % en 1997. Étant donné le taux élevé d'accroissement de la population dans la région (2,5 %), le PIB réel par habitant a même enregistré une croissance négative de 1,49 % en 1998.

2. Les taux de croissance réelle du PIB ont considérablement varié entre les pays du CCG et les autres pays membres de la CESAO à économie plus diversifiée, ainsi qu'entre les divers pays de chacun des deux groupes. En 1998, le PIB réel combiné des pays du CCG en tant que groupe n'a augmenté que de 0,02 % par rapport à 1997. D'après les estimations, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ont enregistré des taux de croissance réelle négatifs – 0,6 % et 1 % respectivement – en raison principalement de l'effondrement des cours du pétrole et d'une forte diminution des recettes publiques. En 1998, on estime que les prix des produits pétrochimiques saoudiens étaient inférieurs de plus de 40 % à ceux de l'année précédente. L'économie de l'Arabie saoudite a en outre pâti de la réduction des dépenses publiques. D'après les estimations officielles, le PIB réel du pays a diminué en raison non seulement d'une forte diminution des recettes provenant des exportations pétrolières mais aussi d'un recul des réexportations entravées par le ralentissement de l'économie dans les pays voisins qui sont ses partenaires commerciaux. La croissance de l'économie koweïtienne s'est également ressentie d'importantes réductions des dépenses publiques prévues et de déséquilibres économiques structurels. Toutefois, d'après les estimations préliminaires officielles, le pays a enregistré une croissance annuelle positive de 1 %. Les résultats économiques des trois autres pays membres du CCG en 1998 ont également été inférieurs à ceux de 1997, tandis que, d'après les estimations, Bahreïn, Oman et le Qatar ont enregistré une croissance positive. Bahreïn, qui possède l'économie la plus diversifiée de tous les pays du CCG, a tiré profit de ses secteurs non pétroliers au moment où les recettes pétrolières étaient en nette diminution. On estime que le taux de croissance de son PIB a été de 2,2 %. L'Oman a recueilli le fruit de la réforme économique mise en oeuvre par le Gouvernement quelques années auparavant. Malgré les effets préjudiciables de la chute des cours du pétrole, l'augmentation de son PIB est estimée à 2,5 % en 1998. D'après les estimations, le taux de croissance réelle du PIB du Qatar a

atteint 4,4 %, taux qui, s'il est le plus élevé des pays du CCG, reste nettement inférieur aux 15,5 % enregistrés en 1997. Cette croissance est principalement due à l'augmentation de 10,5 % de la production pétrolière, conjuguée à la rentabilité croissante des investissements dans un projet de gaz naturel liquéfié.

3. Le PIB réel combiné des pays à économie plus diversifiée a enregistré un taux de croissance réelle positif de 3,58 % en 1998. Contrairement aux pays du CCG, ces pays n'ont pas pâti de la chute des cours du pétrole depuis la fin de 1997. Toutefois, certains d'entre eux se sont ressentis des mauvais résultats économiques des pays du CCG. Tout comme eux, chacun des pays à économie plus diversifiée a enregistré un taux de croissance inférieur à celui de 1997. Pour l'Égypte, l'économie la plus importante du groupe, ce taux est estimé à 4,7 %, soit une croissance légèrement inférieure à celle de 1997 mais néanmoins la plus forte parmi les pays à économie plus diversifiée et dans toute la région de la CESAO. Malgré la diminution des recettes pétrolières, la concurrence accrue à laquelle les exportations non pétrolières se heurtent et la baisse des recettes du tourisme, l'économie égyptienne s'est remarquablement bien comportée en 1998, grâce au programme de réforme économique mis en oeuvre depuis 1991 sous les auspices du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. On estime que le taux de croissance annuelle de l'économie libanaise a atteint 3,8 % en 1998, ce qui est proche des taux enregistrés les deux années précédentes. Le Liban s'est ainsi placé au deuxième rang du groupe pour la croissance économique. Le PIB réel du pays a bénéficié de l'expansion du secteur du bâtiment, qui a compensé les effets du ralentissement de l'économie amorcé au début de 1996, et de l'augmentation des bénéfices du secteur bancaire qui a continué à tirer profit des taux d'intérêt relativement élevés. Les estimations préliminaires indiquent qu'après avoir enregistré des taux de croissance élevés (plus de 5 % en 1996 et 1997), l'économie du Yémen s'est ralentie et son taux de croissance est tombé à 2 % en 1998. Étant donné le taux d'accroissement de la population relativement élevé du pays (3,7 %), le PIB réel par habitant a diminué de 1,7 %. Divers facteurs ont contribué à cette diminution, dont l'effondrement des cours du pétrole et des recettes d'exportation, la réduction des dépenses publiques pour tenter d'endiguer le déficit budgétaire, les mauvais résultats de l'industrie et l'augmentation considérable des taux d'intérêt sur les dépôts en rials due aux mesures prises par les autorités monétaires pour tenter de maintenir la stabilité du taux de change entre cette monnaie et le dollar des États-Unis. Après une augmentation de 2,2 % en 1997, le PIB réel de la Jordanie aurait enregistré un taux encore plus faible en 1998, à savoir 1,7 %. Étant donné le taux élevé d'accroissement de la

population (3,3 %), le PIB par habitant a continué de se contracter, de 1,6 % en 1998. La Jordanie s'est ressentie des mauvais résultats économiques des pays du CCG et de la crise financière en Asie du Sud et de l'Est. Ses exportations à destination de ces pays ont considérablement diminué. On estime que la République arabe syrienne est celui des pays à économie plus diversifiée où la croissance a été la plus faible en 1998. Parmi les facteurs qui ont contribué au faible taux de croissance réelle du PIB (1,5 %) figurent la chute des cours du pétrole et des recettes pétrolières depuis la fin de 1997, la baisse du cours du coton, produit d'exportation, la diminution de l'aide des pays du CCG et, par conséquent, la réduction des investissements publics. Quant à l'Iraq, sa situation économique est demeurée mauvaise en 1998 du fait du maintien des sanctions économiques en vigueur depuis 1990. En dépit de l'accord «pétrole contre nourriture» approuvé par le Conseil de sécurité en février 1998 qui a porté le plafond des ventes de pétrole iraquien pour six mois à 5 milliards 260 millions de dollars des États-Unis, soit un montant plus de deux fois supérieur au montant initialement prévu, la capacité de production pétrolière du pays a tellement diminué qu'il n'a pas été en mesure de produire le maximum autorisé, notamment au moment de la chute des cours du pétrole. D'après les estimations préliminaires, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, le PIB réel a enregistré un taux de croissance positif de 2,1 % en 1998, signe que la croissance économique a été plus rapide qu'en 1997, année où le taux de croissance a été de 1 %. La réduction du nombre de jours de fermeture des frontières avec Israël peut avoir contribué à cette amélioration. Mais étant donné que le taux d'accroissement de la population est de 3,1 %, le PIB réel par habitant a diminué de 1 %.

4. Dix des 13 pays membres de la CESAO exportent du pétrole. La fluctuation des cours du pétrole et des recettes pétrolières a de fortes répercussions sur les recettes et les dépenses publiques, les déficits budgétaires, la croissance économique, l'emploi, l'aide et le commerce intrarégionaux et le rapatriement des salaires des travailleurs expatriés. D'après les estimations, le prix de base annuel moyen du pétrole brut fixé par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) était de 12,3 dollars des États-Unis le baril en 1998, soit 34 % de moins qu'en 1997 et la moyenne annuelle la plus basse enregistrée en 21 ans. En outre, en termes réels, c'est-à-dire en tenant compte de l'inflation, il équivalait au cours en vigueur avant la première envolée des prix du pétrole en 1974. La production pétrolière totale de la région de la CESAO a augmenté de 1 million de barils par jour en 1998 par rapport à 1997 pour atteindre 18,3 millions de barils par jour. Toutefois, cette augmentation de 8 % de la production n'a pas suffi à compenser la baisse de 34 % des

cours du pétrole. D'après les estimations préliminaires, les recettes pétrolières de l'ensemble de la région de la CESAO se sont chiffrées à 67,7 milliards de dollars des États-Unis en 1998, soit une chute de 28,6 % par rapport aux recettes de 1997 qui atteignaient 94,8 milliards de dollars. Ce résultat ne représente que 37,7 % du record atteint en 1980 (179,7 milliards de dollars) et a nui considérablement à la croissance et au développement économiques de toute la région de la CESAO.

5. Les cours du pétrole ont continué à baisser durant le dernier trimestre de 1998, tombant à une moyenne mensuelle de 9,69 dollars le baril en décembre. Un certain nombre de facteurs ne laissent présager aucune amélioration majeure durable en 1999 : importance actuelle des réserves de pétrole, augmentation prévue de la production en Iraq et en Asie centrale, fléchissement de la demande dans les pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est, notamment au Japon. Même s'il n'est pas exclu que les prix de l'OPEP demeurent inférieurs à 10 dollars le baril en moyenne en 1999, on estime que les cours seront en moyenne supérieurs à ceux de 1998, sans toutefois aller beaucoup au-delà de 14 dollars le baril. Pour que le prix de base de l'OPEP atteigne la moyenne annuelle de 14 dollars le baril en 1999, il faudrait que la production des principaux pays membres de l'organisation (dont ceux qui sont également membres de la CESAO) soit ramenée à un niveau inférieur à celui de 1998, annulant certaines augmentations des recettes pétrolières dues à la hausse des cours. De ce fait, les recettes pétrolières de la région de la CESAO ne devraient augmenter que modérément en 1999. Parallèlement, il est plus probable que les recettes gazières augmenteront sensiblement dans plusieurs pays membres de la CESAO, notamment l'Oman et le Qatar.

6. Outre le développement du secteur pétrolier, qui joue un rôle décisif dans la croissance réelle du PIB de l'ensemble des pays membres de la CESAO, les perspectives économiques de la région dépendent également de plusieurs autres facteurs : rapidité et succès de l'application des réformes économiques, progrès du processus de paix au Moyen-Orient et incidences des sanctions économiques imposées à l'Iraq par l'Organisation des Nations Unies. Le taux de croissance réelle du PIB de la région de la CESAO devrait progresser de 2,41 % en 1999. Si cette progression marque une amélioration par rapport aux résultats de 1998, elle reste inférieure au taux annuel moyen d'accroissement de la population qui est de 2,5 %, ce qui entraînera une légère diminution du PIB réel par habitant. Dans les deux groupes de pays de la région, les pays membres du CCG et les pays à économie plus diversifiée, la croissance sera supérieure à celle de 1998, mais le PIB réel devrait progresser plus rapidement dans le premier groupe que dans le second (4,32 % contre 1,64 %).

Toutefois, si l'on considère les données par pays, c'est le Qatar qui devrait enregistrer le taux de croissance réelle du PIB le plus élevé, soit 6 %. Il profitera non seulement d'une légère reprise du secteur pétrolier, mais aussi de la forte expansion de sa production de gaz naturel. La croissance à Oman devrait être de 3 %, ce qui classerait ce pays au deuxième rang de son groupe, grâce aux effets bénéfiques des politiques de réforme économique, aux mesures prises pour encourager l'investissement étranger et à la rentabilité croissante des projets de gaz liquéfié. Les économies de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis devraient également redémarrer et leurs taux de croissance réelle du PIB progresser respectivement de 1,5 % et de 1,3 %. Les taux de croissance réelle du PIB de Bahreïn et du Koweït augmenteront également en 1999, quoique dans une moindre mesure. Quant aux pays à économie plus diversifiée, ils devraient connaître une croissance plus rapide en 1999 qu'en 1998. Le taux de croissance réelle du PIB de l'Égypte devrait progresser de 5,1 %, cette augmentation étant la plus élevée du groupe mais la deuxième seulement si l'on tient compte de tous les pays membres de la CESA. L'amélioration des résultats des entreprises privées et la hausse des exportations de produits non pétroliers grâce à des accords commerciaux bilatéraux favoriseront une croissance économique rapide du pays. Le PIB réel du Liban devrait augmenter de 4,5 % en 1999. La baisse des taux d'intérêt conjuguée à une légère dépréciation de la monnaie libanaise, ainsi qu'à une augmentation sensible du nombre de touristes, dynamiseront l'économie libanaise. Les économies du Yémen et de la République arabe syrienne tireront profit de l'augmentation des recettes pétrolières et de l'amélioration des résultats de leurs secteurs privés. La Cisjordanie et la bande de Gaza devraient également voir leur croissance économique s'améliorer, en partie grâce à l'appui financier et technique attendu de la communauté des donateurs.

7. Le chômage est un problème chronique dans les pays à économie plus diversifiée. La situation a empiré en 1998, les résultats économiques n'ayant pas permis de créer suffisamment d'emplois pour absorber l'offre de main-d'œuvre qui augmente rapidement. De plus, le ralentissement ou la contraction de l'économie dans les pays membres du CCG, traditionnellement employeurs de main-d'œuvre étrangère, a entraîné un effritement de la demande de travailleurs immigrés, qui a encore aggravé le problème. Selon des estimations préliminaires, le Yémen et la Jordanie ont enregistré les taux de chômage les plus élevés de la région de la CESA en 1998 (27 % et 21 % respectivement). Le Yémen a mené des politiques budgétaire et monétaire d'austérité : du fait d'une forte diminution des recettes pétrolières, le Gouvernement yéménite a été contraint de limiter ses

dépenses et de relever sensiblement les taux d'intérêt dans le dessein de stabiliser la monnaie locale par rapport au dollar américain. Ensemble, ces facteurs ont entravé la croissance économique nationale, augmentant ainsi le taux de chômage. La Jordanie a également mis en œuvre des politiques monétaires et budgétaires restrictives. Elle s'est par ailleurs ressentie de la diminution des possibilités d'emploi dans les pays membres du CCG. Face à un taux de croissance de la main-d'œuvre d'environ 5 % et au grand nombre de travailleurs étrangers dans le pays, le Gouvernement jordanien a commencé à sévir contre environ 300 000 travailleurs immigrés dont les permis de travail n'étaient pas valides. Le Gouvernement égyptien a estimé le taux de chômage du pays à un peu moins de 10 % en 1998, alors que d'autres sources, dont l'Organisation internationale du Travail, l'établissaient à 17 %. Il faudrait que l'économie égyptienne progresse en moyenne de 7 % par an pendant cinq ans au moins pour absorber les 450 000 travailleurs qui entrent chaque année sur le marché du travail, tout en réduisant le taux global de chômage de cinq points de pourcentage. Au Liban, les estimations officielles établissent l'effectif de la main-d'œuvre libanaise à 1 360 000 personnes en 1998, dont 1 220 000 travaillent, ce qui donne un taux de chômage d'environ 10 %. En République arabe syrienne, le taux de chômage officiel était de 5 % en 1998, mais des estimations de sources privées le situent à un niveau nettement plus élevé. Le taux d'accroissement de la population relativement élevé en Syrie (3,5 %) au moment de la récession a dû considérablement augmenter le nombre de chômeurs ou à tout le moins de personnes sous-employées. En Cisjordanie et dans la bande de Gaza, les prévisions initiales font apparaître que le taux de chômage est tombé de 20,9 % en 1997 à 15,6 % en 1998. Cette baisse sensible est essentiellement due à la réduction du nombre de fermetures de la frontière avec Israël.

8. Le problème du chômage se pose différemment dans les pays membres du CCG, qui sont en règle générale des pays où travaillent des millions d'immigrés, et dans ceux à économie plus diversifiée. L'augmentation rapide de la main-d'œuvre locale, au taux annuel moyen de 5 %, et un taux annuel global d'accroissement de la population estimé à 3,3 % ont cependant contraint les pays du CCG à tenter de mettre en œuvre des politiques propres à créer les emplois voulus pour leurs nationaux. Le ralentissement actuel de l'activité économique et la baisse des recettes publiques ont toutefois limité la capacité de ces pays d'employer un nombre accru de nationaux dans le secteur privé en 1998. Dans le même temps, la plupart des travailleurs ressortissants des pays du CCG sont employés dans le secteur public où les salaires et avantages sont beaucoup plus élevés que dans le secteur privé. Il est donc extrêmement difficile d'encourager

les travailleurs locaux à passer du secteur public au secteur privé. La plupart des pays du CCG ont aujourd'hui pris des mesures concrètes pour multiplier les possibilités de formation offertes à leurs nationaux et pour rendre le secteur privé plus attrayant grâce à des avantages sociaux plus intéressants et à un salaire minimum garanti. Ils ont également redoublé d'efforts en 1998 pour que, dans la mesure du possible, leurs nationaux remplacent les travailleurs étrangers, en aidant les entreprises privées qui recrutent des nationaux ou en pénalisant celles qui n'ont pas le quota voulu de nationaux dans leurs effectifs. Ces politiques d'indigénisation sont appliquées avec plus ou moins de succès. C'est à Bahreïn qu'elles donnent les meilleurs résultats. Le secteur public de ce pays est celui qui, de tous les pays membres du CCG, emploie le plus fort pourcentage de locaux, soit environ 90 %, tandis que dans le secteur privé, les Bahreïnites représentent respectivement 66 %, 38 % et 14 % des effectifs des secteurs bancaire et financier, manufacturier et du bâtiment. L'Oman a également mené à bien, quoique avec un succès limité, l'omanisation du secteur bancaire et financier.

9. Le chômage devrait s'aggraver dans les pays membres de la CESAO en 1999. On pense que les pays du CCG et la Jordanie suivront une politique plus rigoureuse de remplacement des travailleurs étrangers par des nationaux et continueront à expulser les travailleurs illégaux. Cette démarche aura l'effet d'aggraver les difficultés des pays de la région, traditionnellement pourvoyeurs de main-d'oeuvre, l'Égypte, le Liban, la République arabe syrienne et le Yémen.

10. Les taux d'inflation baissent depuis quelques années dans la région. On estime qu'en 1998 ils ont encore diminué dans la plupart des pays, à l'exception du Yémen. La plupart des pays du CCG avaient des taux d'inflation plus faibles que les pays à économie plus diversifiée, à l'exception du Qatar où, d'après les estimations, l'inflation a été modérée (3,5 %), ce qui est supérieur à celle enregistrée en Jordanie (2,5 %). Les estimations préliminaires indiquent que quatre pays du CCG (Arabie saoudite, Bahreïn, Koweït et Oman) ont connu la déflation en 1998. Les monnaies de tous les pays du CCG étant indexées sur le dollar américain, à l'exception du Koweït dont le dinar est rattaché à un panier de monnaies, elles se sont appréciées en même temps que le dollar américain par rapport au yen japonais et à la plupart des monnaies asiatiques et d'Europe occidentale. D'où une baisse sensible des prix des produits que les pays du CCG achètent à la plupart de leurs partenaires commerciaux. Par ailleurs, du fait des politiques monétaires généralement prudentes des pays concernés et de la réduction considérable de leurs dépenses publiques, les taux d'inflation sont tombés jusqu'à atteindre leur niveau le plus bas. Au niveau des différents pays, après une légère déflation de 0,2 % en 1996 et une faible inflation

de 0,2 % en 1997, Bahreïn aurait enregistré une déflation de 0,5 % en 1998. Au Koweït, le taux d'inflation est tombé de 3,6 % en 1996 à 0,7 % en 1997, avant de plonger à -1,3 % en 1998. Le dinar koweïtien est rattaché à un panier de monnaies, où le dollar américain reste cependant prédominant. Une proportion relativement importante de biens importés sur le marché koweïtien a donc entraîné une baisse générale des prix en 1998. Selon les estimations, Oman aurait connu une déflation de 0,5 % en 1997 et en 1998. Ces trois dernières années, le taux d'inflation du Qatar a été plus élevé que dans tous les autres pays du CCG, et est le seul à avoir dépassé 1 % en 1998. S'il a baissé par rapport à 1996 (7,4 %) et 1997 (6,2 %), il a quand même atteint 3,5 % en 1998, en partie parce que le Gouvernement a voulu mener à bien le projet de production de gaz naturel et a maintenu les dépenses aux niveaux prévus. En Arabie saoudite, le taux d'inflation, qui était de 1,2 % en 1996 et de 0,1 % en 1997, est tombé à -0,8 % en 1998. L'Arabie saoudite a sensiblement réduit les dépenses publiques en 1998 et a bénéficié de la diminution sensible des prix des importations et d'une plus faible pression à la hausse sur les salaires due au ralentissement de l'économie du pays. Comme au Qatar, le taux d'inflation dans les Émirats arabes unis n'est pas passé au-dessous de zéro en 1998, le Gouvernement ayant apparemment maintenu son programme de dépenses. Il était néanmoins inférieur aux taux enregistrés les années précédentes, soit 4 % en 1996, 2,8 % en 1997 et 1 % en 1998.

11. Parmi les pays de la région à économie plus diversifiée, le Yémen aurait enregistré le taux d'inflation le plus élevé, soit 12,2 % en 1998. Grâce aux politiques de stabilisation macroéconomique menées dans le cadre des programmes de réforme économique en cours depuis 1995, le pays a réussi à ramener son taux d'inflation de 30,2 % en 1996 au taux modéré de 5,4 % en 1997. Ce taux a toutefois tendance à augmenter en partie à cause de la dépréciation du rial yéménite par rapport au dollar des États-Unis et en partie du fait de la politique des pouvoirs publics qui s'efforcent de ne plus subventionner les prix des produits de première nécessité. La République arabe syrienne a réussi à réduire progressivement le taux d'inflation qui, de 8,2 % en 1996 et 8,3 % en 1997 est tombé à 4,9 % en 1998. La réduction des dépenses publiques, la diminution des prix des biens importés et le ralentissement de la croissance économique ont contribué à faire tomber durablement l'inflation en 1998. En Cisjordanie et dans la bande de Gaza, l'inflation est aussi en baisse constante depuis 1996 : elle a chuté de 25 % en 1995 à 8,4 % en 1996 pour atteindre 6,1 % en 1997. Les estimations préliminaires indiquent qu'elle serait de 4,1 % en 1998. Ces changements notables seraient dus à une forte diminution du pouvoir d'achat des Palestiniens dans un contexte de chômage élevé

et de faible croissance économique. La monnaie libanaise a continué à s'apprécier, quoique légèrement, par rapport au dollar américain, contribuant ainsi à faire baisser les prix des importations en provenance du Japon et d'autres pays asiatiques en 1998, et ce malgré les droits généraux de 2 % imposés pendant l'année. Les estimations préliminaires indiquent que l'inflation au Liban a été de 3,8 % en 1998, soit inférieure de 4 % au taux de 1997. Les monnaies égyptienne et jordanienne, pour l'essentiel indexées sur le dollar américain, se sont appréciées en même temps que celui-ci, par rapport aux monnaies de leurs partenaires commerciaux d'Asie de l'Est et du Sud-Est. L'Égypte et la Jordanie ont donc tiré profit de la baisse des prix des importations. En Égypte, le taux d'inflation a baissé de 7,2 % en 1996 et de 4,6 % en 1997 à 3,6 % en 1998. La Jordanie a également enregistré une baisse graduelle de son taux d'inflation, de 6,5 % en 1996 à 3 % en 1997 et 2,5 % en 1998, dans un contexte de réduction des dépenses publiques, de politiques monétaires d'austérité et de ralentissement de l'activité économique.

12. La plupart des pays membres de la CESAO devraient voir leurs taux d'inflation monter progressivement au cours des prochaines années, étant donné que les prix à l'importation devraient se redresser et que certains de ces pays devraient réduire ou supprimer les subventions publiques dans le cadre de leur réforme économique.

13. La situation budgétaire des pays de la région s'est généralement détériorée en 1998 et les déficits budgétaires en pourcentage du PIB se sont creusés considérablement par rapport aux deux années précédentes. Parmi les pays membres de la CESAO, seul le Liban a réussi à ramener son déficit budgétaire de 23,5 % du PIB en 1997 à 15 % en 1998, cependant que l'Égypte maintenait le sien essentiellement au même niveau que l'année précédente, soit 1 % du PIB. Tous les autres pays membres ont accusé un déficit de plus en plus important, principalement en raison de la chute des prix du pétrole et, partant, des recettes provenant des exportations pétrolières. Les pays du CCG ont été les plus durement touchés. Connus pour la prudence avec laquelle ils estiment le montant des recettes pétrolières aux fins de la planification du budget, ces pays ont pris pour hypothèse de départ pour 1998 un prix oscillant entre 13 et 15 dollars des États-Unis le baril. En d'autres termes, les gouvernements des pays du CCG prévoyaient qu'en 1998 les prix du pétrole seraient de 20 à 30 % inférieurs au prix moyen de l'OPEP en 1997, qui était de 18,7 dollars. Ces prix se sont toutefois avérés inférieurs de 34 % à ceux de 1997, ce qui a entraîné un déficit de 5 à 18 % par rapport aux estimations initiales. Les pays concernés prennent donc du retard, au moins provisoirement, dans la réalisation des objectifs précédemment fixés qui

étaient de combler leurs déficits budgétaires d'ici à l'an 2000. Le Koweït qui avait enregistré un excédent budgétaire correspondant à 11,4 % de son PIB en 1997, a sans doute fini l'année 1998 avec un déficit équivalant à 4 % de son PIB.

14. On estime que le déficit budgétaire du Qatar s'est établi à 9,5 % du PIB en 1998, taux le plus élevé parmi les pays du CCG. Pour mener à bien son grand projet de production de gaz naturel, le Gouvernement du Qatar n'a pas ramené ses dépenses au-dessous du niveau initialement prévu. Les Émirats arabes unis n'ont pas non plus sensiblement réduit leurs dépenses publiques, d'où un déficit budgétaire estimé à 7,5 % du PIB en 1998, contre 3,9 % en 1997. Tous les autres pays du CCG ont réduit leurs dépenses publiques à mesure que les prix du pétrole continuaient de baisser tout au long de 1998 pour atteindre des niveaux nettement inférieurs à ceux qui étaient prévus, si bien que leurs déficits budgétaires sont restés relativement faibles en pourcentage du PIB : 4 % pour Bahreïn et le Koweït et 5 % pour l'Arabie saoudite. Parmi les pays du CCG, l'Oman aurait enregistré en 1998 le plus faible rapport budget-PIB, soit 2,8 %, ce qui était toutefois plus qu'en 1997 (0,7 %). Outre que ses prévisions de recettes dans le budget initial étaient des plus prudentes, le Gouvernement a réduit les dépenses publiques de plus de 10 % en 1998. De plus, le pays a bénéficié de sa réforme économique et de ses politiques de diversification des recettes, tandis que ses exportations de gaz liquéfié augmentaient en 1998, représentant plus de 10 % des recettes publiques.

15. La forte baisse du déficit budgétaire du Liban en pourcentage du PIB en 1998 peut être due à un meilleur système de recouvrement de l'impôt, à l'imposition de droits généraux de 2 % sur les biens importés et de droits beaucoup plus élevés sur les importations de produits de luxe, à des surtaxes de 5 % sur les services d'hôtel et de restauration et à l'augmentation des recettes fiscales provenant de la vente de l'essence. Le Liban aurait enregistré un excédent budgétaire pour la première fois depuis de nombreuses années n'eût été le lourd service de la dette qui absorbe environ la moitié des recettes publiques. Si l'Égypte est un pays exportateur de pétrole, son économie est relativement diversifiée et les recettes pétrolières ne représentent pas l'essentiel des recettes publiques totales. En outre, les mesures de privatisation accélérée prises en 1998 ont rapporté des recettes publiques suffisantes. Le pays a donc réussi à maintenir le taux du déficit budgétaire à 1 % du PIB, le niveau le plus bas parmi les pays membres de la CESAO. Dans les autres pays à économie plus diversifiée – Jordanie, République arabe syrienne et Yémen – le déficit budgétaire en pourcentage du PIB serait passé en 1998 à 9,3 %, 3,6 % et 4 % respectivement, après avoir baissé en 1997 par rapport au niveau de

1996. En dépit de la réduction des dépenses publiques dans un contexte de morosité économique, la forte baisse des recettes publiques de ces pays était trop importante pour être compensée.

16. En pourcentage du PIB, les déficits budgétaires des pays membres de la CESAO devraient diminuer en 1999, ce qui inverserait la situation observée en 1998, à mesure que les gouvernements équilibrent mieux dépenses et recettes prévues. L'augmentation sensible des recettes non pétrolières dans certains pays membres de la région devrait également favoriser cet redressement.

II. Évolution des secteurs monétaire, financier et budgétaire

17. Au cours de ces dernières années, le ralentissement de la croissance de la masse monétaire a été particulièrement marqué dans les pays membres du CCG (Conseil de coopération du Golfe). À cette évolution a correspondu une décélération du même ordre des crédits bancaires au secteur privé. Divers facteurs y ont contribué, notamment la composition et le niveau des dépenses publiques et les restrictions imposées aux crédits bancaires par des modifications des taux d'intérêt, par l'imposition de coefficients de liquidité ou de réserves et par l'encadrement du crédit. En outre, une pression morale a été exercée visant à orienter les crédits bancaires vers certains domaines préférentiels, en encourageant la vente de bons, de titres et d'obligations du Trésor et en augmentant les sorties de liquidités sous forme de transferts courants et de transferts de capitaux à des fins de financement d'importations et d'investissements. C'est ainsi qu'en Égypte, dans les Émirats arabes unis, en Jordanie, au Koweït, au Liban et en Oman, plusieurs mesures ont été prises ayant pour objet la régulation des liquidités et l'amélioration de la gestion monétaire. Parmi ces mesures, il faut citer a) l'introduction d'un système prévoyant divers coefficients de liquidité dans la structure des dépôts bancaires, b) l'ouverture de comptes courants bancaires de dépôts à vue, à terme et d'épargne auprès des banques centrales ou de comptes courants auprès d'autres banques locales, à des taux déterminés, c) des arrangements d'échange de devises entre banques locales pour réduire au minimum les risques de change, d) l'émission par les banques centrales de titres et de bons, pour le compte des ministères des finances, afin de jeter la base d'opérations d'«open-market», et e) des opérations interbancaires à partir de dépôts d'avoirs bancaires et de certificats de dépôt.

18. Jusqu'en 1998, il n'existait dans la région de la CESAO aucune définition appropriée de ce qu'est un agrégat moné-

taire. On ne trouvait aucune définition qui prît en compte les instruments monétaires, de crédit et financiers, ou qui les inclût dans les agrégats monétaires correspondants. En conséquence, la composition de la masse monétaire restait peu précise, d'où une interprétation trompeuse des taux de croissance et des mouvements de la masse monétaire. En conséquence, dans aucun pays membre de la CESAO, on n'avait mis l'accent sur les rapports entre les mesures de la masse monétaire et les résultats économiques, et on n'avait pas non plus établi de procédures de ciblage de la masse monétaire. On s'en remettait inévitablement aux seules mesures budgétaires pour stimuler l'économie.

19. Les politiques monétaires de la plupart des pays membres de la CESAO ont fondamentalement changé ces dernières années. C'est particulièrement évident en ce qui concerne la mise à disposition de ressources financières accrues en fonction du niveau de développement économique. Pour renforcer l'efficacité des politiques monétaires, on a modifié les fonctions du système financier lui-même, ce qui a eu pour résultat d'améliorer le processus de mobilisation et de répartition des ressources financières et de renforcer le système de régulation monétaire. Pour parvenir à ces objectifs, il a fallu, d'un autre côté, que soit renforcé le rôle joué par les forces du marché dans la détermination des taux de rendement et des affectations de crédits. Un certain nombre de pays membres de la CESAO, surtout l'Égypte et la Jordanie qui appliquaient des programmes d'ajustement structurel, ont enregistré des progrès au cours de la première moitié des années 90 sur le plan de la libéralisation de la structure des taux d'intérêt, surtout des taux de rémunération des dépôts, et de la réduction du volume des taux préférentiels, notamment en ce qui concerne les entreprises du secteur public.

20. Bien que les recettes pétrolières des pays du CCG aient fortement chuté en 1998 (voir ci-dessus), elles ont continué à représenter un pourcentage élevé, entre 70 et 90 %, des recettes budgétaires totales de ces pays. Les pays du CCG étant fortement tributaires de leurs exportations de pétrole, la chute des recettes pétrolières en 1998 a touché leurs activités économiques dans tous leurs aspects et les a obligés à apporter immédiatement à leurs politiques économiques et financières des modifications qui s'imposaient d'urgence. Après avoir passé en revue leurs programmes financiers et de développement, les pays du CCG ont imposé des contraintes budgétaires importantes pour l'exercice budgétaire 1999. Dans la plupart de ces pays, les budgets de 1999 ont fait l'objet de coupes ou marquent un ralentissement de la croissance des dépenses d'équipement. Par ailleurs, ils ne semblent présenter aucun projet de développement nouveau. Les dépenses d'équipement se limiteraient très probablement

à de petits projets ou aux projets déjà lancés au titre d'engagements antérieurs. Toutefois, il a été plus difficile de comprimer les dépenses courantes, qui ont trait essentiellement à la défense, aux salaires et traitements, aux subventions et aux services. Les déficits budgétaires que les pays du CCG ont inévitablement connus ont été financés en partie par des ponctions sur leurs réserves et en partie par l'émission de certains instruments d'emprunt tels que les obligations d'État et les bons et obligations du Trésor, au cours du deuxième semestre de 1998. On s'attend qu'il en soit de même au cours des années à venir, car les pays du CCG devraient avoir des difficultés à établir un budget équilibré au vu des évolutions récentes des marchés pétroliers mondiaux. Les chutes des recettes pétrolières en 1998 ont par ailleurs obligé les pays du CCG à se soucier davantage du problème des subventions, dont les coûts ont fortement augmenté, et de la justification de leur maintien vu la charge dont elles grèvent le budget. Cela a été particulièrement vrai des subventions concernant l'eau et l'électricité, dont les prix offerts aux consommateurs ne couvrent même pas une fraction de leurs coûts de production. En 1999, les gouvernements des pays du CCG devraient continuer à opérer des coupes dans leurs dépenses tout en encourageant le secteur privé à participer plus activement à l'économie du pays.

21. Les pays membres de la CESAO à économie plus diversifiée ont présenté trois caractéristiques principales en ce qui concerne les recettes budgétaires en 1998 : a) une augmentation de la part des recettes intérieures dans la couverture des dépenses courantes et d'une partie des dépenses d'équipement; b) une baisse des niveaux de l'aide étrangère et des retombées négatives en provenance des pays du CCG; et c) une hausse des encours de la dette intérieure publique. À l'instar des pays du CCG, ces pays ont également appliqué des politiques budgétaires restrictives en 1998, freinant à la fois la progression des dépenses courantes et des dépenses d'équipement. Dans la plupart de ces pays, notamment en Égypte et en Jordanie, des efforts ont été déployés pour réduire le montant des subventions par rapport au montant total des dépenses courantes. Au cours de ces dernières années, la plupart de ces pays ont amélioré l'efficacité de leur système de recouvrement des impôts et de leurs administrations publiques, ce qui a contribué à augmenter leurs recettes intérieures. Toutefois, leurs systèmes fiscaux ne contribuent pas efficacement à mobiliser les ressources financières intérieures disponibles. Les programmes de réforme économique actuellement lancés dans certains de ces pays devraient se traduire, d'ici quelques années, par des changements importants dans la répartition des ressources. De surcroît, à la différence des pays du CCG qui peuvent financer leurs déficits budgétaires à court terme en puisant

sur leurs réserves en devises, la plupart des pays à économie plus diversifiée doivent rechercher d'autres moyens de réduire leurs déficits budgétaires. Ils peuvent par exemple augmenter leurs recettes budgétaires par une réforme des mesures génératrices de recettes, améliorer les méthodes de recouvrement des impôts et réduire la progression des dépenses budgétaires par une diminution des subventions ou des paiements relatifs au service de la dette.

III. Évolution du secteur extérieur

22. Les échanges internationaux des pays de la CESAO n'ont représenté en 1996-1997 que 2,1 % du volume total du commerce mondial, ce qui trahit une baisse importante par rapport au pourcentage de 7,2 % enregistré en 1980-1981. Les exportations pétrolières en provenance de la CESAO ont représenté en 1996-1997 75 % des exportations totales de la région. En raison de la chute brutale des prix du pétrole en 1998, les recettes pétrolières de l'ensemble des pays de la CESAO ont été durement touchées. La valeur totale des exportations des pays de la région en 1998, non compris la Cisjordanie et la bande de Gaza, s'est élevée, selon les estimations, à 97,1 milliards de dollars des États-Unis, soit une baisse de 21,7 % par rapport au niveau de 1997. Selon des prévisions optimistes pour 1999, un renchérissement des prix mondiaux du pétrole ferait augmenter de 8 % les recettes des exportations de ces pays.

23. Les recettes des exportations des pays du CCG, qui ont représenté plus de 80 % des recettes totales de la région de la CESAO, se seraient chiffrées à 79,4 milliards de dollars en 1998, ce qui représente une baisse sévère de 26,4 % par rapport aux recettes de 1997. On estime que les exportations totales du Koweït et de l'Arabie saoudite auraient chuté de 31 % et de 28,5 %, respectivement, en 1998 : ce sont les pourcentages les plus forts de tous les pays du CCG. Les exportations totales de Bahreïn ont diminué de 19,8 %, qui est le pourcentage le plus faible dans ce groupe. En ce qui concerne les autres pays du CCG, il ressort d'estimations préliminaires que leurs exportations totales ont accusé en 1998 une baisse de 21,1 % pour les Émirats arabes unis, de 24,3 % pour l'Oman et de 25,6 % pour le Qatar, par rapport à 1997. À l'inverse des pays membres du CCG, les pays à économie plus diversifiée auraient enregistré en 1998 une hausse de leurs recettes totales d'exportations de 10 % par rapport au niveau de 1997. La principale raison en a été une augmentation des exportations irakiennes, à la suite de l'accord «pétrole contre nourriture» conclu en février 1998. Toutefois, les exportations totales de trois pays de ce groupe auraient en 1998 chuté considérablement par rapport à 1997.

Il s'agit du Yémen, qui accuse le taux de baisse le plus fort (30,5 %), de la République arabe syrienne (20,4 %) et de l'Égypte (11,7 %). En ce qui concerne la Jordanie et le Liban, pays non exportateurs de pétrole, les exportations auraient progressé, respectivement, de 5,1 % et de 15,3 % en 1998.

24. La valeur totale des importations des pays de la CESAO aurait accusé en 1998 une baisse de 2,6 % par rapport à 1997. Deux raisons essentielles à cela : la forte chute de leurs recettes pétrolières, qui constituent généralement la principale source de financement des importations, et une baisse marquée des prix de produits de base sur les marchés mondiaux en 1997 et 1998. De surcroît, la valeur des importations provenant de plusieurs pays de l'Asie de l'Est a baissé en raison surtout de la dépréciation de monnaies de ces pays. En 1999, on prévoit que les importations totales de la région de la CESAO devraient progresser de 1,1 %.

25. La valeur des importations des pays du CCG, dans leur ensemble, qui représentait plus de 70 % des importations totales de la région, aurait en 1998 baissé de 4,8 % par rapport aux chiffres de 1997. Il est prévu qu'elles augmentent légèrement, d'à peu près 0,6 % en 1999. On considère que tous les pays du CCG ont vu leurs importations baisser, dans des pourcentages variables au sein du groupe, allant de 3 % pour l'Oman à 6,5 % pour les Émirats arabes unis. On prévoit toutefois qu'en 1999, les importations des pays du CCG augmenteraient, à l'exception de l'Arabie saoudite dont les importations devraient baisser de 1 %. Selon les prévisions, les importations de Bahreïn enregistreraient la plus faible augmentation du groupe (1,1 %), tandis que celles des Émirats arabes unis augmenteraient de 3,2 %. Pour les pays à économie plus diversifiée, des estimations préliminaires pour 1998 indiquent que les importations totales ont progressé à un rythme de 2,1 %, en raison surtout de l'augmentation des importations de l'Iraq, et qu'elles devraient augmenter à peu près au même rythme en 1999. Toutefois, les importations de trois pays de ce groupe auraient, selon les estimations, fortement baissé en 1998 par rapport à 1997 : de 8,6 % pour la Jordanie, de 7,2 % pour le Liban et de 6,6 % pour le Yémen. Les importations de l'Égypte et de la République arabe syrienne auraient diminué à des rythmes plus faibles, de 3,5 % et de 4,9 %, respectivement. En revanche, on prévoit que les importations de tous les pays de ce groupe augmentent en 1999, à des taux de croissance situés entre 2,3 % pour l'Égypte et 3,4 % pour la République arabe syrienne.

26. Si la balance commerciale conjointe des pays de la CESAO a enregistré un excédent de 14,5 milliards de dollars des États-Unis en 1997, elle aurait accusé, selon les estimations, un déficit de 9,4 milliards de dollars en 1998, suite à la chute brutale des recettes totales d'exportation. En 1999, la balance commerciale de la région devrait continuer à

enregistrer un déficit d'environ 2,9 milliards de dollars. Pour les pays membres du CCG, pris en groupe, la balance commerciale aurait enregistré un excédent de 7,1 milliards de dollars en 1998, contre un excédent beaucoup plus important de 32 milliards de dollars en 1997. Elle pourrait enregistrer en 1999 un excédent de 13 milliards de dollars. Si on les prend séparément, trois pays de ce groupe – l'Arabie saoudite, le Koweït et l'Oman – auraient eu des balances excédentaires tandis que les trois autres auraient accusé un déficit en 1998. En ce qui concerne les pays à économie plus diversifiée, leur balance commerciale conjointe aurait accusé un déficit d'environ 16,5 milliards de dollars en 1998 et devrait, selon les prévisions, rester déficitaire de 16 milliards de dollars en 1999. Tous les pays de ce groupe, à l'exclusion de l'Iraq frappé par les sanctions économiques de l'ONU, devraient avoir, individuellement et collectivement, des déficits de leur balance commerciale en 1999.

27. Le rapport exportations/importations de la région de la CESAO, prise dans son ensemble, s'est établi en 1997 à 1,13, soit une baisse légère par rapport au chiffre de 1996, et on estime qu'il se serait détérioré en 1998 pour ne se situer qu'à 0,91. Selon les projections, il devrait augmenter légèrement en 1999 et s'établir à 0,97. Pour les pays du CCG, ce rapport est passé de 1,42 en 1997 à 1,1 en 1998 et il devrait augmenter en 1999 pour se situer à 1,18. Pour les pays à économie plus diversifiée, on estime que ce rapport est passé de 0,48 en 1997 à 0,51 en 1998 et qu'il devrait augmenter encore en 1999, et se chiffrer à 0,54.

28. Les exportations de combustibles minéraux ont représenté en 1997 75 % des exportations totales de la région de la CESAO. La part des combustibles minéraux dans les exportations totales a été de 84,2 % pour les pays membres du CCG dans leur ensemble, encore qu'elle ait varié d'un pays à l'autre : elle a été de 62 % pour Bahreïn, de 76 % pour l'Oman et de 97 % pour le Koweït. La structure des exportations des pays à économie plus diversifiée diffère considérablement de celle des pays membres du CCG. Les exportations de combustibles minéraux ont représenté 52,7 % des exportations totales de ces pays en tant que groupe, tandis que la part des produits alimentaires et des animaux vivants, ainsi que celle des produits manufacturés se situait à 11 % environ. Les exportations égyptiennes de produits manufacturés ont représenté 25,6 % des exportations totales du pays et la part des exportations de combustibles minéraux a été de 45,3 %. Bien que la Jordanie et le Liban ne soient pas des exportateurs de combustibles minéraux, les exportations de matières premières brutes et de produits chimiques sont en progression, tandis que les exportations de produits manufacturés ont occupé une part importante dans les exportations du Liban. En République arabe syrienne, les exportations de combusti-

bles minéraux, ainsi que celles de produits alimentaires et d'animaux vivants ont représenté la quasi-totalité des exportations du pays, les parts respectives étant de 63,6 % et de 18 %. En ce qui concerne la République du Yémen, les exportations de combustibles minéraux ont représenté plus de 95 % de la totalité des exportations.

29. Trois catégories de biens ont constitué la majeure partie des importations de la région de la CESAO : machines et équipements de transport, qui ont représenté 30,7 % des importations totales; produits manufacturés, qui en ont représenté 19,4 %, et produits alimentaires et animaux vivants, qui en ont représenté 15,9 %. La structure des importations des pays membres du CCG, en tant que groupe, est semblable à celle de l'ensemble de la région de la CESAO, la part des machines et de l'équipement de transport étant légèrement supérieure (37,8 %). La structure des importations de Bahreïn diffère de celle des autres pays membres du CCG, les importations de combustibles minéraux représentent la part la plus importante des pays de la région, avec 36,6 %, en raison des opérations de raffinage et de réexportation, tandis que les importations de machines et d'équipements de transport ne représentent que 18,3 %. La part des importations de machines et d'équipements de transport varie selon les pays membres du CCG, allant de 35,5 % pour l'Arabie saoudite à 50,6 % pour le Qatar. Parmi les pays à économie plus diversifiée, la part des machines et de l'équipement de transport dans les importations totales s'établissait à 25,8 %. En outre, la part des produits alimentaires et des animaux vivants ainsi que celle de produits manufacturés étaient, pour ces pays, de l'ordre de 20 %. Si ces trois postes constituaient la plupart des importations de l'Égypte, de la Jordanie, du Liban et de la République arabe syrienne, les importations de produits alimentaires et d'animaux vivants par le Yémen ont représenté quelque 28,5 % de la totalité des importations du pays, ce qui est le pourcentage le plus élevé pour la région de la CESAO.

30. Les pays développés à économie de marché ont représenté les débouchés les plus importants pour les pays de la CESAO, et leur part dans les échanges totaux de la région est passée de 48,2 % en 1996 à 50,4 % en 1997. Si la part des exportations à destination de l'Union européenne (UE) a fortement baissé, de 17,9 % à 13,8 %, pendant cette même période, celles des exportations à destination du Japon et des États-Unis d'Amérique, de 22 % et de 9,2 %, respectivement, n'ont pas changé. La part des pays en développement a légèrement baissé, passant de 42,3 % à 41 %, en raison de la réduction de près de 2 % de la part des pays en développement asiatiques, à l'occasion de la crise de ce continent. En ce qui concerne les importations de l'ensemble de la CESAO en provenance des pays développés à économie de marché,

elles ont légèrement baissé, de 0,6 %. La part de l'Union européenne a baissé de 2 % entre 1996 et 1997, tandis que celles des États-Unis d'Amérique ou du Japon n'ont guère changé. De plus, la part des importations provenant de pays en développement a baissé de 1,5 %, tandis que les importations en provenance des pays en développement asiatiques sont passées de 15,5 % à 20,2 %, ce qui s'explique surtout par la dépréciation des monnaies de ces pays.

31. Le commerce intrarégional à l'intérieur de la CESAO a progressé en 1997, et a représenté 8,6 % des exportations totales de la région et 10,8 % de ses importations totales, ce qui signifie qu'il a augmenté par rapport aux niveaux moyens de 1990-1996 qui étaient respectivement de 7,9 % et de 9,2 %. Toutefois, le commerce intrarégional au sein de la CESAO continue d'être assez limité, si on le compare aux 38,7 % résultant de l'Accord de libre-échange nord-américain ou aux 57,5 % enregistrés par l'Union européenne. Les chiffres conjoints des exportations et des importations intrarégionales parmi les pays membres du CCG ont représenté respectivement 7,6 % et 8,5 % du total de leurs exportations et importations en 1997. Dans les pays à économie plus diversifiée, la part des échanges intrarégionaux a été légèrement supérieure : 17,7 % du total des exportations et 9,3 % du total des importations. La balance commerciale intrarégionale a enregistré en 1997 un excédent de 40 millions de dollars pour les pays membres du CCG et accusé un déficit de 697 millions de dollars pour les pays à économie plus diversifiée.

32. Le solde des opérations courantes de la région de la CESAO (non compris le Qatar, les Émirats arabes unis, l'Iraq et le Liban, pour lesquels on manque de données) a connu un excédent de 9,5 milliards de dollars en 1997, ce qui représente une progression d'environ 18 % par rapport à 1996. Selon les estimations, il aurait été déficitaire en 1998, en raison de la chute des recettes d'exportation. Les pays du CCG, en tant que groupe, ont connu en 1997 un excédent d'environ 8,8 milliards de dollars, soit 8,7 % de plus qu'en 1996. Dans ce groupe, seul l'Oman a eu un déficit chiffré à 54 milliards de dollars. Les pays à économie plus diversifiée ont également enregistré en 1997 un excédent de 726 millions de dollars, alors qu'ils avaient accusé un déficit en 1996. Tous les pays de ce groupe avaient connu en 1997 un excédent, dont l'ampleur variait entre 15 millions de dollars pour la Jordanie et 464 millions de dollars pour la République arabe syrienne.

33. Les recettes du tourisme des pays de la CESAO, non compris le Qatar et les Émirats arabes unis pour lesquels on manque de données, ont atteint en 1996 environ 8 milliards de dollars, contre 7,3 milliards de dollars en 1995. La contribution des pays du CCG aux recettes totales de la région a

représenté 22,6 % de celles-ci, l'Arabie saoudite venant en tête de ce groupe avec 1,3 milliard de dollars. Les pays à économie plus diversifiée ont contribué à hauteur de 6,2 milliards de dollars aux recettes totales de la région, soit un pourcentage de 77,4%. L'Égypte est le pays le plus important de la région en ce qui concerne le tourisme, ses recettes représentant environ 40 % des recettes totales de la région, et 4 % du PIB total égyptien. En 1996-1997, les recettes touristiques du pays se sont élevées à 3,4 milliards de dollars. Vient ensuite dans ce groupe la République arabe syrienne, dont les recettes touristiques ont atteint environ 1,5 milliard de dollars en 1996. Cette même année, les recettes touristiques de la Jordanie et du Liban se sont élevées à 770 millions de dollars et à 715 millions de dollars, respectivement.

34. Les envois de fonds des travailleurs émigrés de cinq pays membres de la CESA – Égypte, Jordanie, Liban, Oman et Yémen – se sont élevés au total à environ 8,1 milliards de dollars en 1996, soit une augmentation de 0,9 % par rapport aux chiffres de 1995. Les envois de fonds de travailleurs vers l'Égypte, principal pays exportateur de main d'œuvre dans la région, se sont élevés en 1997-1998 à 3,5 milliards de dollars, contre 3,25 milliards de dollars en 1996-1997. Les envois de fonds de travailleurs libanais se sont situés aux alentours de 2,5 milliards de dollars en 1996, ce qui représente 53 % des exportations totales de biens et de services du pays. En ce qui concerne la Jordanie et le Yémen, les envois de fonds des travailleurs expatriés ont été de 1,5 milliard de dollars et de 1,1 milliard de dollars respectivement. En revanche, les envois de fonds des travailleurs expatriés omanais ont été faibles : 39 millions de dollars seulement en 1996.

35. Les réserves internationales, or non compris, des pays de la CESA (sauf l'Iraq et la République arabe syrienne pour lesquels on manque de données) étaient en mai 1998 supérieures de 1,3 % à ce qu'elles étaient en 1997 et se chiffraient à 53,7 milliards de dollars. Les réserves internationales des pays du CCG, qui représentent 45,2 % des réserves totales des pays de la CESA, avaient augmenté de 3,2 % en 1998 par rapport à 1997. Les réserves internationales des pays du CCG pouvaient couvrir leurs importations pour une durée de 3,7 mois seulement en 1998, alors que la couverture moyenne était de 12,5 mois dans les années 70 et de 8,2 mois dans les années 80. Les réserves internationales de l'ensemble des pays à économie plus diversifiée s'élevaient à 29,4 milliards de dollars en 1998, soit une baisse de 0,2 % par rapport à 1997. Les réserves internationales de l'Égypte s'élevaient à 20,1 milliards de dollars, soit le montant le plus important de tous les pays membres de la CESA et elles représentaient 37,4 % des réserves totales de la région en 1998. Ce montant était assez important pour financer les

importations du pays pendant 18,4 mois, alors que la période couverte n'était en moyenne que d'un mois pendant les années 70 et les années 80. La Jordanie, le Liban et le Yémen ont également amélioré leurs positions en matière de réserves internationales : celles-ci couvraient en 1998 six mois environ d'importations dans le cas de la Jordanie et du Yémen, et 9,6 mois dans celui du Liban.

36. L'endettement extérieur de six pays membres de la CESA – Égypte, Jordanie, Liban, Oman, République arabe syrienne et Yémen – a considérablement diminué au cours des années 90. Le montant total de l'endettement de ces pays était de 71,6 milliards de dollars en 1996, soit une baisse de 4,77 % par rapport à 1995. L'Égypte qui était le pays le plus endetté de la région a grandement amélioré sa position depuis la seconde moitié des années 80, et en 1997 sa dette extérieure s'élevait à 29,98 milliards de dollars, chiffre représentant une diminution de 6,22 % par rapport à 1996 et représentant 46,3 % du PIB. L'endettement extérieur de la République arabe syrienne a légèrement augmenté, de 0,48 %, en 1996 par rapport à 1995 et s'est élevé à 21,4 milliards de dollars, soit 130,5 % du PIB total. L'endettement extérieur de la Jordanie a baissé de 5,5 % en 1997 par rapport à 1996 et s'est chiffré à 7,7 milliards de dollars, soit 109,5 % du PIB. La dette extérieure du Yémen a sensiblement diminué, à un rythme de 46,73 % entre 1995 et 1996, mais elle a légèrement augmenté en 1997 pour atteindre les 3,35 milliards de dollars, soit 62,1 % du PIB. La dette extérieure du Liban a fortement progressé en 1997, à un rythme de 25,5 % par rapport à 1996 et s'est élevée à 5 milliards de dollars. La dette extérieure de l'Oman était en 1996 de 3,4 milliards de dollars, ce qui représente un pourcentage faible – environ 24,6 % – du PIB.

IV. État de l'environnement

37. Bien que la plupart des membres de la CESA aient la bonne fortune de posséder de grosses réserves combinées de pétrole et gaz naturels, la région est moins favorisée, de manière générale, en ce qui concerne deux autres ressources naturelles très importantes, à savoir des terres productives et des ressources en eau renouvelables. Elle a connu au cours des dernières décennies une croissance économique, un développement et une urbanisation accélérés qui ont, à l'évidence, lourdement grevé ses ressources naturelles limitées et mis son environnement à rude épreuve. Faute de stratégies de conservation intégrées au niveau national, cette surexploitation a entraîné une dégradation des sols, une perte de réserves en eau non renouvelables et une détérioration de la qualité de l'eau. Mal équipés pour exploiter les ressources

naturelles et traiter les déchets produits, les fragiles écosystèmes de la région se précarisent rapidement et leur capacité à entretenir la vie devient problématique.

38. L'Asie occidentale est aux trois quarts désertique et, sous l'effet de la diminution de la couverture végétale, ses pâturages permanents sont de plus en plus menacés par l'érosion. Le développement de l'agriculture demeure sérieusement entravé par la faible superficie des terres arables, la rareté de l'eau et la sécheresse du climat. L'aridité, la déforestation, le surpâturage et l'introduction de la culture des céréales dans les zones de pacage ont entraîné une dégradation de la couverture végétale et accéléré la désertification. La plupart des pays de la région, en particulier l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, la Jordanie, le Liban et la République arabe syrienne, ont pris des mesures en vue de conserver les forêts, créer des ceintures vertes, fixer les dunes, effectuer des plantations le long des routes, boiser et reboiser, tant et si bien qu'ils ont réussi à stabiliser la situation dans une large mesure.

39. Du fait de la rareté de l'eau, la région devrait avoir pour priorité absolue, dans le domaine de l'environnement, la conservation et la protection de ses ressources en eau. À l'heure actuelle, les eaux de surface et les eaux souterraines font l'objet d'une exploitation non viable dans laquelle il faut voir la principale raison du manque d'eau dans la région. En outre, la détérioration progressive de la qualité des eaux souterraines est un problème majeur qui concerne toute la région. Non seulement le rejet d'eaux usées non traitées ou partiellement traitées – effluents industriels, eaux résiduaires d'origine agricole, eaux d'égout – dans les cours d'eau a pour effet de polluer sérieusement les terres agricoles et les ressources en eau, mais il représente une grave menace pour la santé. Le besoin urgent d'eau potable a fortement accru la demande d'eau dessalée, ce qui a des conséquences préjudiciables sur l'environnement, et entraîne la surexploitation des eaux souterraines épuisables.

40. Dans la région de la CESAO, les principales activités industrielles sont les industries extractives et de transformation. Bien que la région s'industrialise et se modernise sur une grande échelle et introduise peu à peu les technologies de pointe dans les infrastructures nationales, de manière générale elle s'intéresse peu aux questions environnementales. Ainsi, les progrès technologiques et les savoir-faire techniques se limitent aux domaines du traitement, du recyclage et du retraitement. Dans la plupart des pays de la région, la dimension environnementale des projets d'industrialisation n'est quasiment jamais entrée en ligne de compte lors de la prise de décisions. Le milieu marin est également de plus en plus menacé, notamment tout près des côtes. Ont contribué entre autres à sa détérioration les activités de prospection et de

production pétrolières, la rapidité de la croissance économique, la surexploitation des stocks de poissons, la modification des lignes côtières sous l'effet du dragage et du remblayage, le rejet d'eaux usées ou d'effluents industriels non traités, et l'immersion de déchets d'hydrocarbures et de débris. L'afflux des populations dans les zones côtières a aggravé la situation.

41. Les activités humaines sont concentrées dans les zones urbaines, créant une forte demande en ressources naturelles – énergie, eau, denrées alimentaires et sol – ainsi qu'en services de base et en infrastructure – assainissement et élimination des déchets, éducation, santé, routes et transports publics. Ces modes de consommation auront inévitablement des conséquences néfastes sur l'environnement : augmentation de la pollution de l'air et de l'eau; production de déchets domestiques et de déchets toxiques et dangereux; épuisement des ressources, etc. La région présente des habitats variés, étant donné la diversité des conditions climatiques et des formations géologiques, de la hauteur et de la répartition des précipitations, et des différences d'altitude qui la caractérise. Récemment toutefois, le surpâturage, la déforestation et la pratique excessive de la chasse ont entraîné la désertification et l'extinction de certaines variétés de plantes et espèces animales indigènes.

42. Les pays membres de la CESAO sont confrontés à une grave détérioration de leur environnement sous l'effet combiné d'un fort accroissement de la population, d'une croissance économique rapide et d'une urbanisation accélérée. Comme les mesures de protection de l'environnement y sont généralement peu rigoureuses, l'état de l'environnement et les conditions sanitaires se sont sérieusement dégradés. Ce mode de développement non durable s'explique par divers facteurs, notamment la carence des arrangements institutionnels, l'insuffisance des informations d'ordre environnemental, économique et social, la non-participation du public à la prise de décisions, la grave inadéquation des capacités institutionnelles et le manque de personnel qualifié.

43. La question de l'immersion des déchets revêt une importance particulière dans les pays de la région car nombre d'entre eux ouvrent actuellement leurs économies à des investisseurs étrangers et mettent l'accent sur les industries à vocation exportatrice. Bien qu'il soit indispensable d'intégrer la gestion de l'environnement dans la planification du développement socioéconomique et le processus décisionnel, la question n'est pas prise au sérieux. Et la région a complètement échoué à se doter d'une stratégie à long terme dans ce domaine. À l'échelle mondiale toutefois, on s'intéresse de plus en plus depuis quelques années à la gestion de l'environnement et la notion de développement durable rencontre désormais un large écho. Cette évolution a conduit les

décideurs des pays membres à revoir leurs idées et leurs méthodes, et à chercher à élaborer des stratégies complexes associant la planification du développement à une gestion intégrée et coordonnée des problèmes de l'environnement.

44. L'élaboration de stratégies et de plans d'action nationaux dans le domaine de l'environnement est un premier pas important dans la bonne direction. Pour parvenir à un développement durable, il faut avant tout renforcer les institutions environnementales et les systèmes de gestion de l'environnement en se dotant des ressources nécessaires à cette fin, et tenir compte des questions d'environnement lors de la définition des plans et politiques économiques. Il est utile en outre de faire participer le public à la gestion de la dimension environnementale du développement économique et de l'associer à la prise de décisions, ce qui aura pour effet d'éclairer le processus et de garantir l'application des mesures adoptées.

V. Évolution du secteur social

45. La quatrième décennie des Nations Unies pour le développement touche à sa fin, puisque la première a coïncidé avec le début des années 60. Bien qu'aux échelons international et régional, on s'emploie sans relâche à promouvoir la justice sociale en s'appuyant sur les objectifs du développement, ces efforts continuent d'être battus en brèche par les tensions politiques et les turbulences financières. Les crises qui se sont produites en Asie en 1997-1998 et dans la Fédération de Russie en 1998 ont eu des répercussions sur les marchés financiers et les échanges commerciaux au niveau mondial et, par ricochet, ont sérieusement entravé la réalisation des objectifs du développement social dans nombre de pays. L'efficacité de l'ensemble des mesures de développement prises par les États membres de la CESA0 est aujourd'hui remise en question, comme en témoignent les perspectives peu encourageantes qui se dessinent en matière d'emploi, de croissance économique et de stabilité financière internationale. En raison des tensions politiques que l'on observe dans la région et du fait que certaines résolutions du Conseil de sécurité n'y sont pas appliquées, de précieuses ressources sont consacrées à l'achat d'armes et aux dépenses militaires au lieu d'être utilisées à la réalisation d'objectifs de développement socioéconomique.

46. De 1978 à 1998, la population des États membres de la CESA0 est passée de 87,8 à 157,6 millions d'habitants – soit un taux d'accroissement annuel moyen de 2,9 %. Elle devrait se chiffrer à 166 millions en 2000 et à 210 millions en 2010, et représenterait alors 5 % de la population de l'Asie et 3,1 % de la population mondiale. Les habitants de la région

sont relativement jeunes, puisqu'un grand nombre – 41 % environ en 1998 – ont moins de 15 ans et seulement 4 % plus de 65 ans. Le taux de fécondité global est passé de 6,8 % en 1978 à 4,4 % en 1998, accusant une baisse de 2,1 % par an en moyenne. La région devrait toutefois connaître bientôt une forte poussée démographique du fait qu'un nombre disproportionné de jeunes se trouvera bientôt en âge de procréer. Un autre facteur contribue à l'accroissement rapide de la population : l'augmentation de la longévité, mesurée par l'espérance de vie à la naissance qui était de 71 ans pour les femmes et de 68,2 ans pour les hommes en 1998. En 20 ans, les femmes ont donc gagné 8,9 années et les hommes 9,2. L'Iraq est le seul pays où l'espérance de vie à la naissance a baissé, de 3,2 ans pour les hommes et de 1,9 an pour les femmes.

47. Étant donné l'augmentation rapide du nombre de chômeurs dans la région, les nouveaux arrivants sur le marché du travail qui ne trouvent pas d'emploi convenable représentent une plus grande menace pour la stabilité de la société que les chômeurs de longue date qui se seraient tournés vers le secteur non structuré. Ainsi, en Égypte, les mécanismes qui épongeaient traditionnellement l'excédent de main d'oeuvre – le secteur public et, à un degré moindre, l'émigration – ne jouent plus ce rôle. Parallèlement, le secteur privé et le secteur manufacturier ont été lents à créer des emplois, si bien qu'ils n'ont pas pu prendre la relève. La plupart des emplois nouveaux se sont créés dans le secteur des services et le secteur agricole, qui produisent peu et où les salaires sont bas, ce qui a entraîné une baisse de la productivité de la main-d'oeuvre. Une solution possible serait d'améliorer la qualité de l'enseignement en mettant l'accent sur l'acquisition de compétences cognitives et l'apprentissage des techniques de pointe, de façon à être à même de satisfaire les besoins du XXI^e siècle en matière de technologie. Il faudrait pour ce faire que les gouvernements reviennent leur enveloppe budgétaire en vue d'augmenter le nombre d'établissements d'enseignement supérieur et de développer les programmes de formation professionnelle. Le rôle du secteur privé devrait également être restructuré de façon à compléter celui du secteur public.

48. Bien que la condition de la femme se soit considérablement améliorée dans la région depuis quelques décennies, des disparités subsistent entre hommes et femmes dans la plupart des pays de la CESA0. Les filles et les femmes n'étant toujours pas éduquées à l'égal des hommes, leurs possibilités d'emploi continuent d'être gravement limitées par l'absence de qualifications professionnelles, qui rend encore plus problématique leur accès à une activité économique susceptible d'améliorer leur revenu. La femme participe davantage à la vie politique. Ainsi, plus nombreux que dans les années

70 sont les pays qui lui reconnaissent le droit de vote. On compte aussi davantage de femmes parlementaires. En 1998, la République arabe syrienne était en tête, avec 24 parlementaires du sexe féminin. Toutefois, à l'échelle de la région, le taux moyen de participation féminin aux parlements nationaux est extrêmement bas puisqu'il se situe entre 3 et 4 %. En outre, on rencontre très peu de femmes parmi les hauts responsables politiques comme parmi les décideurs.

49. Le pourcentage de femmes actives a certes augmenté dans la région, mais la main-d'œuvre féminine reste moins importante que la main-d'œuvre masculine. Cette situation peut s'expliquer de diverses manières – la fréquence des mariages précoces, un taux de fécondité élevé et le poids des responsabilités familiales – mais elle découle aussi d'obstacles socioculturels au travail des femmes. En outre, il n'est généralement pas simple, pour une femme, d'avoir un emploi à l'extérieur car on attend d'elle que, s'acquittant simultanément de multiples fonctions, elle se consacre à sa carrière tout en s'occupant du ménage et des soins aux enfants. C'est au Liban et en Égypte que l'on constate les pourcentages les plus élevés de femmes actives, les pourcentages les plus bas étant enregistrés dans les pays du Conseil de coopération du Golfe. La majorité des femmes actives de la région sont employées dans le secteur tertiaire, jugé plus acceptable sur les plans culturel et social. Toutefois dans certains pays, la main-d'œuvre féminine est relativement concentrée dans le secteur primaire tout en étant sous-représentée dans le secteur industriel. C'est le cas en Égypte, en République arabe syrienne et au Yémen, où 50 à 60 % des femmes actives sont employées dans le secteur agricole.

50. Dans l'ensemble de la région, la population urbaine a connu un rythme d'accroissement plus rapide que celui de la population totale ou de la population rurale. Alors qu'en 1975, la région ne comptait au total que 47 % de citadins, la proportion est passée à 53 % en 1985 et à 57 % en 1995; elle devrait être de 60 % environ en 2000. Les pays de la région s'urbanisent plus vite que les autres pays en développement où ce taux ne devrait dépasser 41 % qu'en 2000. En dépit de la promiscuité et la médiocrité des services fournis dans la plupart des grandes villes de la région, la poursuite de la croissance urbaine est une indication des avantages comparatifs durables des villes sur les agglomérations plus petites et sur les villages. Il est compréhensible que les villes soient ainsi favorisées car elles créent des emplois ou du moins font espérer aux migrants nouvellement arrivés qu'ils trouveront un emploi. En outre, le logement, l'enseignement, les services sanitaires, les possibilités de récréation sont souvent de meilleure qualité dans les villes qu'en milieu rural où parfois même ils sont inexistantes. La disparité entre les zones urbai-

nes et les zones rurales est particulièrement frappante en matière d'accès à l'eau potable et d'assainissement.

51. La plupart des pays membres de la CESA0 ont considérablement développé leurs infrastructures de façon à desservir davantage de logements, en particulier dans les zones urbaines. Dans les pays du Conseil de coopération du Golfe, 75 à 90 % des ménages environ sont directement reliés aux réseaux d'approvisionnement en eau et d'assainissement et plus de 95 % des logements ont accès à une cuisine et à des sanitaires. Dans les pays à revenu plus faible, les progrès ont été moins marqués. En Égypte par exemple, seuls 42 % des habitations sont directement reliées aux réseaux d'approvisionnement en eau et d'assainissement. En outre, dans les colonies de squatters situées à Sanaa et Hodiedah, en Cisjordanie ou à Gaza, à Beyrouth, Bagdad, Amman ou Aqaba, pour n'en citer que quelques-unes, les ménages sont privés de logements convenables et de services d'assainissement et de ramassage des ordures, ce qui entraîne de graves problèmes d'ordre environnemental. Par contraste, l'électrification a progressé de façon remarquable dans la plupart des pays de la région où, sous ce rapport, l'écart entre la ville et la campagne est minime.

Indicateurs socioéconomiques pour la région de la CESA 1996-1998

	1996	1997	1998 ^a
Produit intérieur brut en prix constants de 1992 (en milliards de dollars des États-Unis) ^b	312,33	322,87	326,14
Taux de croissance réel du PIB (en pourcentage) ^b	3,7	3,4	1,0
Population ^b (en millions d'habitants)	126,26	129,50	132,82
Taux d'accroissement de la population (en pourcentage) ^b	2,5	2,5	2,5
PIB en valeur nominale (en milliards de dollars des États-Unis) ^b	354,4	379,3	395,9
Exportations (en milliards de dollars des États-Unis) ^c	127,8	123,9	97,1
Importations (en milliards de dollars des États-Unis) ^c	104,5	109,4	106,5
Balance commerciale (en milliards de dollars des États-Unis) ^c	23,2	14,5	(9,4)
Balance des opérations courantes (en milliards de dollars des États-Unis) ^d	8,1	9,5	S.O.
Réserves internationales (en milliards de dollars des États-Unis) ^e	48,6	53,0	53,7
Ratio réserves internationales/importations (en mois) ^e	5,6	6,2	6,1
Production de pétrole brut (en millions de barils par jour)	16,4	17,3	18,3
Recettes pétrolières (en milliards de dollars des États-Unis)	97,4	94,8	67,7
Réserves prouvées de pétrole (en milliards de barils)	489,5	490,0	586,2
Réserves prouvées de pétrole/total des réserves mondiales de pétrole (en pourcentage)	56,0	56,8	57,5
Réserves prouvées de pétroles/production de pétrole (en années)	96,2	92,2	89,2

Source : Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale d'après des sources nationales et internationales.

Notes : Les chiffres entre parenthèses () indiquent un déficit ou une valeur négative; la mention «S.O.» indique que les données ne sont pas disponibles.

^a Estimations préliminaires.

^b Non compris l'Iraq, la Cisjordanie et la bande de Gaza, les données étant incomplètes.

^c Non compris l'Iraq, les données étant incomplètes.

^d Non compris l'Iraq, la République arabe syrienne, la Cisjordanie et la bande de Gaza, les données étant incomplètes.

^e Non compris l'Iraq, la République arabe syrienne, la Cisjordanie et la bande de Gaza, les données étant incomplètes.